

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

### MARCHÉ DE FOURNITURE PRESTATION DE SERVICE PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE

**Audit organisationnel, financier et juridique de CYCERON**

**N° 2025 950 MAPI 037**

## Table des matières

1 - Objet du contrat .....	4
1.1 - Contexte / Allotissement.....	4
1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique .....	4
1.2.1 - Définition du besoin à couvrir .....	4
Description de CYCERON .....	4
Contexte et objectifs de l'audit .....	8
a) Définition du besoin .....	8
b) Objectifs de la consultance :.....	8
c) Principales missions :.....	9
d) Clauses particulières .....	10
1.3 - Prestations annexes .....	11
1.3.1 - Garantie des prestations .....	11
1.3.2 - Maintenance des prestations.....	11
1.4 - Variantes .....	11
Article 2 - Localisation et temporalité .....	11
2.1 - Lieux d'exécution .....	11
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction.....	11
2.2.1 - Date de démarrage.....	11
2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation.....	11
2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents .....	11
Article 3 - Dispositions générales du contrat .....	12
3.1 - Type d'accord-cadre .....	12
3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires .....	12
3.2.1 - Marché complémentaire.....	12
3.2.2 - Prestations similaires .....	12
3.3 - Exclusions .....	12
3.4 - Pièces contractuelles.....	12
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité .....	12
Article 5 - Prix .....	12
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué .....	12
5.2- Modalités d'actualisation des prix .....	13
5.3- Modalités de révision des prix .....	13
Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde » .....	13
Article 7- Avance.....	13
Article 8- Modalités de règlement des comptes .....	13

8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs .....	13
8.2 - Présentation des demandes de paiement .....	13
8.3 - Délai global de paiement.....	14
8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants .....	15
Article 9 - Clause environnementale .....	15
Article 10 - Pénalités.....	15
10.1 - Pénalités de retard .....	15
10.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	15
10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles .....	16
Article 11 - Clause de réexamen.....	16
Article 12 - Circulation des pièces administratives .....	16
Article 13 – Constations de l’exécution des prestations .....	16
13.1 - Vérifications.....	16
13.2 - Décision après vérification .....	16
Article 13 - Assurances .....	16
Article 14 - Résiliation du contrat.....	17
14.1 - Conditions de résiliation.....	17
14.2 - Arrêt des prestations.....	17
Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	17
Article 16 - Règlement des litiges et langues .....	17
Article 17 - Dérogations.....	17

## **1 - Objet du contrat**

### **1.1 - Contexte / Allotissement**

Le présent marché concerne un audit organisationnel, financier et juridique de CYCERON

Il s'agit d'une étude comparative, financière, organisationnelle et juridique des plateformes d'imagerie biomédicales actuelles ayant pour objectif d'élaboration de propositions d'amélioration du modèle structurel de CYCERON.

Cette consultation n'est pas allotie. La prestation forme un ensemble cohérent qui nécessite tant pour des raisons techniques et organisationnelles que financières cette absence d'allotissement.

En effet, La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### **1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique**

#### **1.2.1 - Définition du besoin à couvrir**

La prestation est décomposée en deux phases :

##### Phase 1 :

- Analyse des schémas de financement, de gouvernance et de structure juridique des plateformes d'imagerie biomédicales aux missions comparables à celles de CYCERON en France et à l'international.
- Audit organisationnel, financier et juridique de CYCERON

##### Phase 2 :

- Au regard des observations de la phase précédente, élaboration de propositions d'évolution de la structure juridique, organisationnelle, fonctionnelle et du modèle économique de CYCERON.

## **Description de CYCERON**

### **a) Contexte**

Créée en 1985 par Jules Horowitz, CYCERON est une des premières plateformes d'imagerie biomédicale françaises. Résultant d'une volonté scientifique/stratégique commune de l'Université de Caen Normandie, des organismes nationaux de recherche (CNRS, INSERM, CEA), des établissements de soins (CHU de Caen Normandie, CLCC F. Baclesse) et des collectivités territoriales (Région Normandie et Communauté Urbaine Caen-La-Mer),

CYCERON s'est constitué sous la forme d'un GIP recherche regroupant les forces des unités de recherche et celles de la plateforme technologique pilotée par une UAR/US.

CYCERON est une « locomotive » technologique, souvent pionnier dans l'utilisation d'équipements d'imagerie uniques en France. En effet, construit au départ pour promouvoir sur le territoire l'imagerie par tomographie par émissions de positons (TEP-scan), CYCERON s'est ensuite développé en devenant, en 2005, l'une des premières plateformes d'imagerie multimodale préclinique/clinique (TEP, IRM) avec des équipements 100% dédiés à la recherche fondamentale. En 2022, CYCERON accueille le premier imageur MPI en France (imagerie des particules magnétiques) pour le développement de l'imagerie de demain : l'imagerie moléculaire (développement de l'institut BB@C).

Aujourd'hui, CYCERON accueille environ 350 chercheurs, universitaires, hospitaliers, ingénieurs, techniciens répartis dans 7 équipes de recherche de haut niveau, labélisées par les organismes nationaux (INSERM, CNRS, CEA) et l'Université de Caen Normandie, autour d'une concentration unique de laboratoires et d'équipements lourds, en particulier d'imagerie multimodale (TEP et IRM précliniques et cliniques, MPI, Cyclotron, salle blanche de production de médicaments radiopharmaceutiques, data center...), adossés à des compétences techniques, réglementaires et d'hygiène et sécurité. Il héberge également l'Institut Blood and Brain @ Caen Normandie (BB@C) spécialisé dans les pathologies neurovasculaires et mentales et est un soutien de la SFR Normandie Oncologie. CYCERON a également mis en place plusieurs conventions d'accueil avec des sociétés de biotechnologies utilisatrices ayant nécessairement besoin d'être à proximité des équipements et/ou au plus près des chercheurs

Les points forts de CYCERON sont 1) la multidisciplinarité des technologies et des compétences allant de l'étude des gènes à l'imagerie humaine et 2) la capacité à regrouper en un seul lieu des chercheurs, enseignants-chercheurs, praticiens hospitaliers, personnels techniques, étudiants et entrepreneurs au bénéfice de la formation et de l'innovation en santé.

L'excellence de la structure est reconnue par le CNRS, l'INSERM, et le CEA. Elle est labélisée par le réseau national IBiSA depuis 2007, certifiée ISO 9001 et fait partie de l'Institut Carnot I2C. Plus récemment, CYCERON a constitué également avec Lille un des 11 nœuds régionaux de l'infrastructure nationale France Life imaging.

Depuis sa création, CYCERON a régulièrement évolué grâce aux CPER successifs et élargi son offre de services afin de répondre au mieux aux besoins d'une recherche scientifique de haut niveau, du niveau moléculaire jusqu'à l'évaluation sociétale et populationnelle. Il conduit depuis 2017 une vaste opération de rénovation du parc d'équipements (9,5M€) et entamera en 2025 sa 6<sup>ème</sup> phase d'extension immobilière qui conduira à une réorganisation et une optimisation des espaces de laboratoires, permettra l'accueil d'entreprises et d'équipes nouvelles, avec le souci constant d'une amélioration de l'empreinte carbone du centre. Ainsi, un projet immobilier de rénovation/extension de 3500 m<sup>2</sup> est porté par l'Université de Caen Normandie, et co-financé par l'Etat, l'Europe, la Région Normandie et la Communauté Urbaine de Caen-le-mer au hauteur de 13M€. Historiquement CYCERON bénéficiait d'un financement assurance maladie repris par l'ARS Normandie ces dernières années à hauteur de 995.000€ annuel avec la volonté de l'ARS d'engager une diminution de son soutien financier au regard

des contraintes financières et de ses missions d'une part et d'aller vers un financement fléché sur des actions identifiées d'autre part.

Dans ce contexte et cette dynamique, il est essentiel de bien définir les orientations scientifiques, technologiques, organisationnelles et le modèle économique et juridique associé. C'est sur ces trois derniers points que ce cahier des charges se focalise.



## **b) Activités**

Les 3 missions du GIP CYCERON sont (i) de développer une plateforme technologique transversale, de haut niveau, visible et athématique, (ii) d'héberger des unités de recherche labélisées par les organismes nationaux de recherche (INSERM, CNRS, CEA) et l'Université de Caen Normandie et (iii) de faciliter le transfert technologique en hébergeant des entreprises et en leur mettant à disposition ses ressources en équipements et savoir-faire (3 sociétés actuellement : Etap-Lab, Op2Lysis et Lys Therapeutics).

Pour piloter le GIP, une unité d'appui à la recherche (UAR/US) administre l'ensemble en cohérence et remplit également 3 missions (i) imaginer, concevoir et porter les levées de fonds nécessaires à la jouvence des équipements et du patrimoine de recherche, (ii) être le garant de la réglementation sur le site afin que l'ensemble des équipes travaillent en sécurité et en respect des règles en vigueur : CYCERON est audité très régulièrement, plusieurs fois par an, par différentes autorités (ASN, ANSM, DRAAF, ARS, audits internes et externes ISO9001, OCR), (iii) promouvoir la science de haut niveau au travers de 3 sous-axes : (a) la réalisation de prestations de service plus ou moins complexes et à la carte en expérimentation clinique et préclinique, (b) la participation et l'organisation de formations initiales (4 masters, écoles d'ingénieur) et formations continues en expérimentation animale, radioprotection et imagerie, (c) le développement d'outils en radiochimie/radiopharmacie et l'acquisition/traitement d'images pour la communauté scientifique et/ou hospitalière.

CYCERON compte environ 350 personnes utilisatrices dont 260 hébergées avec un bon équilibre entre statuts différents (chercheurs, ingénieurs/techniciens, étudiants et chercheurs non-statutaires). Son budget annuel de fonctionnement, hors masse salariale, est d'environ 2.5M€, à l'équilibre depuis 7 ans : les apports financiers à ce jour proviennent des tutelles membres du GIP (~30%), de l'ARS Normandie (~30%) et des prestations de service facturées (~40%). Les unités de recherche réalisent environ 150 publications internationales par an à partir des équipements mis à disposition. Le taux d'occupation des équipements pour l'activité préclinique est compris entre 50 et 100%, il n'est que de 20 à 50% pour l'activité clinique. L'origine des activités est orientée à 80% vers les unités de recherche du site, les 20% restant correspondant à des activités de développement ou de prestations externes réalisées pour des industriels (70%) ou des équipes académiques (30%).

## **Contexte et objectifs de l'audit**

Dans un contexte de maîtrise budgétaire globale des activités de CYCERON, les partenaires souhaitent disposer (i) d'une analyse actuelle de l'environnement de Cyceron (son fonctionnement, ses partenariats, ses moyens financiers,...), (ii) d'un benchmark du fonctionnement, des partenariats, des moyens financiers des plateformes similaires au niveau national et international qui permette une comparaison et une analyse du fonctionnement actuel de CYCERON et de son positionnement dans l'écosystème national et, (iii) de scénarios d'évolution dans l'objectif d'optimiser les moyens dédiés à cette structure en vue de potentiel marché du secteur dans les années à venir (diagnostic de la structure juridique, du modèle organisationnel et de la gouvernance).

### **a) Définition du besoin**

La consultance doit permettre de mieux définir le modèle économique permettant la pérennisation de la plateforme CYCERON, *via*, entre autres, la réalisation de prestations plus nombreuses auprès de clients académiques ou industriels. Une attention particulière devra être portée au respect d'un juste équilibre entre (i) des activités de recherche exploratoire; (ii) des activités de R&D avec, en particulier, le développement de nouvelles méthodologies et de nouveaux protocoles; et (iii) des prestations externes pour les secteurs public et privé.

La plateforme interagit déjà avec plusieurs unités de recherche, des centres hospitaliers, des entreprises... dont il conviendra de comprendre et appréhender les besoins et les attentes. De plus, de nouveaux partenariats pourraient être noués avec d'autres partenaires publics et privés. Une réflexion sur l'ouverture à des activités de soins dans des conditions techniques de fonctionnement conformes avec le code de la santé publique pourra être envisagée.

### **b) Objectifs de la consultance :**

Le cabinet de consultance retenu devra accompagner le Directeur de la plateforme, les établissements de tutelle, et les partenaires du GIP CYCERON dans la définition et l'élaboration d'un modèle juridique, économique et d'un prévisionnel financier de la plateforme CYCERON. L'offre du cabinet de consultance sera évaluée selon plusieurs critères dont la pertinence de la méthodologie proposée, l'antériorité sur des missions équivalentes et le coût de la prestation.

Le cabinet de consultance retenu devra mener une analyse précise des plateformes similaires, de leur organisation et de leur modèle économique et définir ainsi le positionnement de CYCERON aux niveaux régional, national voire international.

A la vue de ce benchmark, le cabinet pourra suggérer des évolutions du fonctionnement de la plateforme.

Il devra pour cela évaluer de manière objective le potentiel d'exploitation de la plateforme et préciser son positionnement vis à vis de la concurrence.



Plus précisément, il s'agira d'explorer le panel de services que la plateforme est susceptible d'offrir, tant sur un plan académique qu'industriel, d'identifier les segments de marché accessibles, avec les éventuelles barrières à l'entrée et d'évaluer les ressources -humaines et financières en particulier- nécessaires au fonctionnement de la plateforme et projeter les dépenses futures (maintenance préventive, contrôles périodiques, jouvence, etc.).

Sur la base de ce modèle économique, les établissements de tutelle de la plateforme et les partenaires du GIP CYCERON pourront alors apprécier les ressources, notamment humaines et financières, qu'ils sont susceptibles d'allouer à la plateforme.

### **c) Principales missions :**

Pour la phase 1 :

#### ***c-1 Préciser le positionnement scientifique, technique et économique de la plateforme :***

Sur la base d'une analyse de la concurrence et d'un état des lieux des modalités organisationnelles, juridiques et financières ; le cabinet de consultance précisera le positionnement de la plateforme aux niveaux régional, national voire international. Un benchmark des plateformes concurrentes permettra (i) de comparer les modalités de fonctionnement et de gouvernance ; (ii) de préciser la nature et la diversité des clients et leurs attentes/besoins ; (iii) d'objectiver différentes stratégies partenariales ; (iv) d'identifier d'éventuels verrous (scientifiques, techniques, économiques, etc.) qu'il conviendrait de lever pour étendre l'offre de services de plateforme ; et (iv) d'évaluer/confronter différents modèles économiques.

Pour la phase 2 :

#### ***c-2 Évaluer le potentiel d'exploitation de la plateforme :***

Le cabinet de consultance réalisera une analyse FFOM de la plateforme CYCERON afin d'apprécier son réel potentiel d'exploitation. L'objectif est d'obtenir une représentation objective et réaliste de la plateforme au sein de son marché et d'éclairer les décisions stratégiques futures.

#### ***c-3 Explorer/ouvrir le panel de services :***

Sur la base des enseignements tirés du benchmark, le cabinet de consultance recensera tous les services susceptibles d'être offerts par la plateforme CYCERON.

Le cabinet de consultance portera également une attention particulière à la problématique de la tarification, trouvant un juste équilibre entre attractivité et rentabilité de la plateforme, tout en évitant l'effet de « dumping ».

#### ***c-4 Identifier les différents segments de marché accessibles :***

S'appuyant sur le panel de services susceptibles d'être offerts et sur les diverses stratégies partenariales qui pourraient être envisagées, le cabinet de consultance identifiera les différents segments de marché accessibles, y compris ceux qui nécessiteraient des investissements complémentaires rentables sur le moyen/long terme.

***c-5 Évaluer les ressources nécessaires au fonctionnement de la plateforme et projeter les coûts futurs :***

Il est attendu du cabinet de consultance qu'il évalue, objectivement, les ressources qu'il convient de mobiliser pour assurer le bon fonctionnement de la plateforme CYCERON. Il devra en particulier projeter les coûts futurs, sur une période allant de 5 à 10 ans, (i) en fonctionnement (maintenances préventives, contrôles périodiques, etc.), (ii) en investissement (jouvements, nouveaux développements, etc.) et (iii) en ressources humaines, avec une attention particulière sur les compétences, expertises et savoir-faire nécessaires, et en distinguant les personnels statutaires (susceptibles d'être mobilisés par les établissements de tutelle) des agents contractuels financés sur les revenus tirés des activités de la plateforme.

***c-6 Proposer et formaliser plusieurs modèles économiques :***

In fine, le cabinet de consultance synthétisera l'ensemble de son étude en formalisant plusieurs modèles économiques et en identifiant, pour chacun d'eux, les enjeux et les risques qu'il conviendra de coter.

**d) Clauses particulières**

***d-1 Conditions d'accueil du cabinet de consultance :***

Le cabinet de consultance disposera d'un appui logistique direct de la plateforme CYCERON. Selon leurs besoins, il pourra disposer de salles de réunions équipées (e.g. système de visioconférence). Le cas échéant, un bureau pourra être mis à sa disposition. Le consultant devra préciser tout besoin matériel particulier pour la réalisation de sa mission. Par ailleurs, une ou plusieurs visites de la plateforme pourront être organisée(s) à la demande du cabinet et sous réserve de la disponibilité des personnes habilitées à la faire fonctionner.

Les personnes ressources de la plateforme pourront être consultées autant que de besoin et le cabinet de consultance pourra prendre connaissance, sur demande, des documents lui permettant de réaliser au mieux sa mission (procédures techniques, modalités de fonctionnement, expertise des personnes mobilisées, maintenances, jouvements, partenaires, etc.).

***d-2 Respect de la confidentialité :***

Le cabinet de consultance s'engagera à respecter la confidentialité sur l'intégralité de sa mission et au-delà sur une durée qui sera définie dans le marché. Il sera tenu au secret et aura une obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance, écrites ou orales, ou pour tout document qui lui sera transmis.

Chacune des parties s'engagera à conserver strictement confidentielles les informations qui lui seront communiquées à compter de la date de notification de la mission. Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin.

***d-3 Délai d'exécution et la remise du livrable :***

Le cabinet de consultance propose un calendrier d'exécution. Le livrable final est remis au plus tard le 15 décembre 2025.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### **1.3 - Prestations annexes**

#### **1.3.1 - Garantie des prestations**

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 30 du CCAG-PI. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

#### **1.3.2 - Maintenance des prestations**

Sans objet

### **1.4 - Variantes**

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au présent DCE. Le nombre maximum de variantes pouvant être présentées est limité à deux.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale.

## **Article 2 - Localisation et temporalité**

### **2.1 - Lieux d'exécution**

Université de Caen Normandie

Esplanade de la paix

14000 Caen

### **2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction**

#### **2.2.1 - Date de démarrage**

Le présent marché débute à sa notification.

#### **2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation**

Le délai d'exécution du présent marché est conforme au calendrier proposé par le candidat et validé par l'Université. Le livrable devra être remis avant le 15 décembre 2025.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI

#### **2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents**

Sans objet

## **Article 3 - Dispositions générales du contrat**

### **3.1 - Type d'accord-cadre**

Sans objet

### **3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires**

#### **3.2.1 - Marché complémentaire**

Sans objet

#### **3.2.2 - Prestations similaires**

Un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation des prestations similaires pourra être confié au titulaire du présent marché en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Ce nouveau marché/accord-cadre devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

### **3.3 - Exclusions**

Sans objet

### **3.4 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4 du PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – PI approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>)
- L'offre technique et financière du candidat
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

## **Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **Article 5 - Prix**

### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, de déplacement ou tout autre frais annexe.

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

## **5.2- Modalités d'actualisation des prix**

Les prix sont fermes, et non actualisables.

## **5.3- Modalités de révision des prix**

Les prix sont fermes, et non révisables.

### **Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde »**

Sans objet

### **Article 7- Avance**

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du code de la commande publique.

**Nota :** *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

## **Article 8- Modalités de règlement des comptes**

### **8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG PI : lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

La facturation intervient en une fois après le service réalisé (prestations réalisées, livrable validé), toutefois les demandes de paiement peuvent être adressées selon l'avancement de la réalisation des prestations.

### **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- Le montant des prestations exécutées, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

**Transmission des factures via le portail Chorus pro :**

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

**NB :**

*En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.  
Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.*

*La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :*

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : [ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

## **8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants**

### En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-PI, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI

### En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

## **Article 9 - Clause environnementale**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés, conformément à l'article 21.1 du CCAG PI disposant que la planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

## **Article 10 - Pénalités**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

### **10.1 - Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/500.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-PI.

### **10.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles**

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

#### **Article 11 - Clause de réexamen**

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

#### **Article 12 - Circulation des pièces administratives**

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

#### **Article 13 – Constats de l'exécution des prestations**

##### **13.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la prestation conformément aux articles 28 et suivants du CCAG-PI.

##### **13.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux article 29 du CCAG-PI.

#### **Article 13 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.



## **Article 14 - Résiliation du contrat**

### **14.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

### **14.2 - Arrêt des prestations**

Les conditions d'arrêt de l'exécution des prestations sont définies à l'article 22 du CCAG-PI.

En cas de décision d'arrêter l'exécution des prestations, le titulaire ne percevra aucune indemnisation. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

## **Article 15 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **Article 16 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **Article 17 - Dérogations**

L'article 3.4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG-PI

L'article 8.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG-PI

L'article 10.1 du présent CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI